LE PRÉCURSEUR,

JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

ABONNEMENTS :
16 fr. pour trois mois.
51 fr. pour six mois.
60 fr. pour l'année.
hors du dép^t. du Rhône.
1 f. en sus par trimestre.

LYON, 10 OCTOBRE 1830.

A M. le Rédacteur du PRÉCURSEUR.

Lyon, 8 octobre 1830.

Permettez-moi, Monsieur, de réclamer contre une phrase de l'article dans lequel vous rendez compte de la brochure de M. F. de Corcelles sur les sociétés populaires. Cette phrase renferme une double erreur que je tiens beaucoup à ne pas laisser sans réponse.

Vous avancez que la Société des Amis du Peuple était en grande partie composée de rêveurs de la secte de St-Simon. MM. Bazard et Enfantin, chefs de la religion St-Simonienne, dans une lettre adressée au président de la chambre des députés, ont déjà réfuté cette assertion. Vous devez avoir connaissance de cette lettre, à laquelle le Globe a donné une publicité qui aurait pu vous épargner le désagrément d'accréditer une accusation mal fondée. Si vous ne connaissez personnellement ni M. Bazard, ni M. Enfantin, vous auriez facilement trouvé autour de vous des renseignements qui vous auraient convaincu qu'il n'est guère permis de tenir pour vrai un fait qu'ils ont désavoué.

Quant à l'épithète de rêveurs, dont vous qualifiez les disciples de St-Simon, vous aviez pleine liberté de l'employer ; mais, en vertu du même principe, j'ai aussi le droit de la trouver injuste, et j'exerce ce droit avec toute l'autorité que me donne une connaissance approfondie de la matière, puisée ailleurs que dans les articles de M. Colnet ou du Temps. Peut-être, Monsieur, le mot religion vous aura-t-il effrayé ! En effet, beaucoup d'hommes, fort honorables d'ailleurs, pensent qu'au 19^m siècle, il faut être au moins un rêveur pour prêcher une religion quelconque. Rassurez-vous, Monsieur, le mot religion, pris par les St-Simoniens dans son acception la plus large, signifie une hiérarchie, une organisation, à laquelle préside, il est vrai, un pouvoir spirituel, mais qui n'a rien de mystique, mais qui repose sur des faits scientifiquement démontrés. Enfin, Monsieur, moi qui ai étudié consciencieusement la doctrine nouvelle et qui me crois, au moins pour les rédacteurs du Précurseur, à l'abri du soupçon de rêverie, je pense que St-Simon a trouvé la solution des grands problèmes sociaux qui s'agitent depuis plus de 40 ans. Il se peut que la nouveauté de ses vues, que la profondeur de ses conceptions étonnent au premier abord les esprits formés à l'école d'un libéralisme vulgaire, mais j'ai la conviction que l'étonnement fera place à l'admiration et à la reconnaissance dès qu'on se donnera la peine de comprendre l'immensité des travaux par lesquels St-Simon a préparé la constitution définitive de l'humanité.

Agréés, etc. A. D.

Dans notre numéro d'hier nous avons inséré à la correspondance de Paris, que l'on craignait de nouvelles faillites, et que déjà on parlait d'une nouvelle disparition, celle d'un négociant étranger, consul d'une nation d'outre-mer, qui, disait-on, perdait beaucoup à la déconfiture de M. Vassal. Nous devons rectifier cette version qui est tout-à-fait inexacte. M. Larréa, que le correspondant vous fait sans doute désigner, est bien parti pour Buénos Ayres, dont il était consul-général à Paris, mais c'est sur l'invitation de ses amis et de M. Vassal lui-même, dont il n'est pas le créancier mais au contraire très-fort débiteur.

On pourra se faire une idée de la manière dont

la chambre des députés et le ministère apprécient l'opinion des départements par les deux lettres suivantes, dont nous ne garantissons pas l'exactitude, mais qui ont, dit-on, été adressées, l'une par un député à un de ses amis de province, et l'autre par cet ami au même député.

« Mon cher ami,

» La chambre croit devoir s'ajourner jusqu'au 10 novembre. Cette mesure est agréable au gouvernement qui est bien aise que les députés aillent se retremper dans leurs départements et y recueillir les témoignages de satisfaction et de reconnaissance que leur doivent leurs commettans pour la marche sage qu'ils ont suivie. Je vous avoue qu'en mon particulier j'aimerais qu'il y eût quelque chose à mon occasion. Je partirai de Paris le 10, mais je m'arrêterai deux jours à ma campagne de..... C'est vous qui l'an passé avez organisé une petite députation, voyez ce qu'il faudra faire cette fois. Les banquets sont bien usés, la députation de la dernière fois était bien mesquine, si cette année elle n'était pas plus nombreuse cela ne me conviendrait guère ; mais c'est votre affaire, je m'en rapporte parfaitement à vous et me repose sur votre amitié.

» Vous verrez facilement que si l'ajournement convient aux intérêts publics il ne convient pas moins aux miens, car je suis bien aise de prouver à mes détracteurs, par la réception qui m'attend à...., que j'ai tenu une conduite tout-à-fait conforme aux vœux de mes commettans. Oui je suis désireux d'aller à.... pour voir ce que fait là bas cette coterie.....

» Adieu, mon cher ami, je compte sur votre zèle.

» Agréés, etc. »

RÉPONSE.

« Mon cher député,

» Je reçois avec une vraie joie la nouvelle de votre prochaine arrivée. Je m'empresserai certainement d'aller au devant de vous pour vous témoigner tout le plaisir que j'éprouve à vous revoir. Mais ne vous attendez pas à autre chose. J'ai décidé dans ma sagesse qu'il ne convenait pas aux départements de tromper le gouvernement sur leur opinion à l'égard de la chambre. La conduite pusillanime qu'elle a tenue a trop contrarié les désirs des électeurs, et je rongerais de jouer aux yeux de tous mes concitoyens une vaine parade. Ainsi n'espérez ni banquet, ni députation, ni adresse, mais contentez-vous de chauds embrassemens de votre tout dévoué ami, etc. »

C'est mardi prochain qu'aura lieu l'installation de M. le maire de Lyon.

— Par arrêté en date du 6 octobre 1830 :

M. Raynal, recteur de l'académie de Lyon, a été nommé recteur de l'académie de Bourges, en remplacement de M. Ozaneaux, qui passe en la même qualité à Clermont ;

M. Dutrey, recteur de l'académie de Clermont, a été nommé recteur de l'académie de Lyon, en remplacement de M. Raynal, qui passe en la même qualité à Bourges ;

M. Ozaneaux, recteur de l'académie de Clermont, en remplacement de M. Dutrey, qui passe en la même qualité à Lyon.

TOULON, le 8 octobre 1830.

(Correspondance particulière du Précurseur.)

Le bruit circule ici que le gouvernement français vient de prendre la détermination de retirer 15,000 hommes des troupes qui sont à Alger. Cette détermination serait commandée par le besoin de faire reposer nos soldats pendant l'hiver, vu le défaut de casernement qu'offre cette ville, quant à présent ;

plus tard, s'il est nécessaire, on enverra de nouvelles troupes au fur et à mesure qu'on aura disposé des localités pour les recevoir. En attendant, on laissera 5 ou 6,000 hommes pour l'occupation d'Alger. 3 ou 4,000 Arabes sur la fidélité desquels on peut compter, coopéreront avec nos troupes au maintien de la tranquillité de cette ville. Deux mille Français et autant d'Arabes occuperont les villes d'Oran et de Bone : tous les bâtimens de guerre mis en commission ou armés, ainsi que les navires du commerce qui se trouvent encore sur notre rade, ont reçu l'ordre de se tenir prêts pour mettre à la voile au premier signal, à l'effet d'aller prendre nos régimens d'Afrique.

Le vaisseau le Conquérant sur lequel se trouve le pavillon de M. l'amiral de Rigny, a pris ce matin son entrée en libre pratique. On dit que cet amiral ne passera que 24 heures ici, pour se rendre de suite à Paris.

La frégate la Vénus, commandée par M. de Bedford, capitaine de vaisseau, doit mettre à la voile pendant la journée, pour se rendre à Brest et désarmer immédiatement.

La frégate l'Arc, commandée par M. Rigodit, capitaine de vaisseau, est arrivée d'Alger à Marseille, où elle a déposé 300 hommes des 2^e et 4^e régimens légers. La frégate la Sirène commandée par M. Charmçon, est aussi arrivée du même lieu avec 500 hommes de la même arme, qu'elle a déposés au lazaret de Marseille.

La gabarre le Rhône, que commande M. Febvier-Despointes, lieutenant de vaisseau, est arrivée d'Alger.

La corvette l'Astrolabe, a reçu l'ordre de partir aujourd'hui pour Alger, où elle escortera quelques bâtimens de transport.

PARIS, 8 OCTOBRE 1830.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRÉCURSEUR.)

Le bruit, assez absurde en lui-même, que trois navires anglais étaient venus prendre position dans l'Escaut, a circulé un moment aujourd'hui. La nouvelle plus certaine a été donnée, qu'à la suite d'un arrêté du roi des Pays-Bas, pris le 4 octobre, le prince d'Orange est entré à Anvers le 5, assisté des conseillers belges, qui doivent l'entourer en sa qualité de lieutenant-général des provinces méridionales.

Nous croyons que ces mesures de conciliation sont tardives, et que la décision du gouvernement provisoire, qui a déclaré la Belgique État indépendant, prévaudra, quoi qu'on fasse, sur celle du roi des Pays-Bas, qui a adopté enfin la séparation, mais seulement après qu'elle avait été prononcée par la victoire.

La présence du prince d'Orange à Anvers, pourra produire une guerre civile ; mais non une contre-révolution.

— Un jeune homme employé chez un avoué, qui, chargé d'un recouvrement de 2,400 fr., avait feint de n'avoir pas reçu les deux billets de banque qui faisaient la majeure partie de cette somme, et les avait détournés, s'est frappé cette nuit d'un coup de pistolet, et a été conduit mourant à l'Hôtel-Dieu.

— Un bijoutier de Paris a déposé aujourd'hui son bilan, qui est de 2,548,000 fr.

— Les exemples de refus de sépulture se renouvellent dans le Loiret, où les curés veulent même fermer le cimetière public aux dissidens.

— L'évêque de Bayeux a annoncé à son clergé qu'il interdirait tout prêtre qui prêterait serment à la Charte de 1830. Il s'agit surtout des ecclésiastiques qui, employés à l'instruction publique, sont à ce titre appelés à jurer.

— Il y a à Paris 48 candidats pour les députations vacantes. La foule se presse surtout vers les sièges vides de MM. Bavoux et Chardel.

— Le Moniteur d'aujourd'hui annonce le rappel en masse à l'activité, de plusieurs et des plus nota-

bles officiers proscrits par la restauration. Presque tous, avec le rappel, ont obtenu un avancement trop mérité.

— Après deux jours d'une hausse consécutive et rapide, il fallait un mouvement en réaction. Aussi l'avons-nous éprouvé aujourd'hui; il n'a pas surpris. Cependant à 5 heures la rente est remontée, mais elle n'a pu rattraper le cours de 66 80 c.

— Des craintes s'élèvent au sujet des ministres. On entend des gens vous dire, que s'ils ne sont pas condamnés à mort, une révolution sanglante est à redouter. Leur local n'est pas encore entièrement préparé au petit Luxembourg.

— Dans tous les départemens on s'empresse de signer des pétitions pour qu'il soit mis empêchement à la formation de sociétés populaires. Au Havre et à Bayonne, ces pétitions ont été couvertes de nombreuses signatures. Amiens et Lyon imitent cet exemple. Les personnes qui faisaient partie de ces associations commencent à sentir le tort que ces discussions improvisées faisaient au commerce, qui, dans ce moment, a plus besoin de paix que d'agitation.

— Ce soir il y aura continuation de la séance publique de la chambre des députés.

— Il faudra que l'Europe reconnaisse l'indépendance de la Belgique comme elle a reconnu celle de la Grèce. Il y a des événemens qui portent avec eux leur sanction et leur légitimité.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

(Présidence de M. LAFFITTE.)

Fin de la séance du 7 octobre.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi des 60 millions.

M. Cunin-Gridaine : Personne plus que moi n'apprécie les intentions généreuses qui ont dicté le projet de loi en discussion, et si je viens le combattre, c'est qu'en mon âme et conscience, je suis convaincu que son exécution, fût-elle praticable, n'atteindrait pas le but que le gouvernement s'est proposé. Remarquons que la loi n'aura pas pour effet d'accroître la consommation, seul moyen de favoriser le commerce, mais de remédier pour un moment au resserrement des capitaux : un double fait à constater, c'est que dans ce moment les valeurs de toute nature cherchent à s'échanger contre des espèces, et que les sommes qu'elles produisent ne profitent ni à l'industrie ni au commerce de détail qu'on a voulu principalement secourir.

M. le rapporteur entre dans des développemens sur la situation de notre commerce maritime, qui partout est écrasé par des droits prohibitifs énormes, et que nos agens consulaires ne protègent pas toujours avec le zèle qu'on devrait attendre d'eux.

Il pense que les sociétés populaires ne peuvent produire que trouble et agitation dans l'état; il appelle l'attention du gouvernement sur les immenses résultats que la conquête d'Alger peut avoir pour notre industrie.

Je suis descendu dans trop de détails, dit-il, peut-être, Messieurs, je ne dois pas les épuiser. J'en ai dit assez pour indiquer quels sont les vrais besoins du commerce, quelle est la vraie marche à suivre pour guérir ses blessures et apaiser ses alarmes. Un gouvernement fort dans sa politique, éclairé dans l'appréciation des besoins de l'industrie qui a plus besoin de liberté que d'assistance, voilà ce que désire l'industrie. Elle ne demande au trésor, c'est-à-dire à l'état, aucun sacrifice. Comme elle a droit à une longue existence, ce n'est pas des secours momentanés qu'il lui faut; c'est l'adoption franche et libérale des principes de justice et de raison dont l'application lui assurera dès aujourd'hui la prospérité, et dans l'avenir un développement prodigieux. Alors, loin de coûter à l'état, c'est elle qui l'enrichira, et les fortunes particulières feront cause commune avec les intérêts du trésor public.

M. de Laborde : Le rôle de l'opposition est devenu aujourd'hui aussi doux, aussi facile qu'il a été long-tems laborieux et pénible. Ce n'est plus qu'un léger aiguillon au lieu d'une entrave, qu'un conseil benévole au lieu d'une critique amère; l'avis amical que donne le passager au pilote qui le conduit au port pour l'inviter à presser sa marche.

C'est donc sans aucune répugnance que je viens appuyer le projet du gouvernement et combattre les conclusions prises à l'unanimité par la commission.

L'industrie se subdivise en plusieurs branches qui ont des ramifications entr'elles; lorsqu'une souffre, toutes les autres languissent, et ce mouvement progressif, qui permet à l'ouvrier de devenir entrepreneur et à l'entrepreneur de devenir capitaliste, s'arrête instantanément. Autant la circulation est active et facile dans les tems ordinaires, autant elle est lente et pénible dans les tems orageux. Votre commission s'est trop reportée aux époques tranquilles que nous avons parcourues, et n'a pas assez songé au tems de crise où nous sommes encore.

Il y a trois sortes de maisons de commerce : les bonnes, celles-là ne vous demanderont rien; les mauvaises, n'ont aucune garantie à offrir, on ne peut rien leur donner; les mai-

sons intermédiaires, qui n'ont besoin que d'un peu de secours pour se remettre à flot et voguer à pleines voiles sur une mer de prospérité.

Le gouvernement doit donc venir à leur aide; car lui-même souffrira de leur souffrance, car ses octrois et ses douanes ne feront plus de recette quand il n'y aura plus de consommation. Et s'il faut vous citer un exemple : Bonaparte a cru devoir secourir le commerce. Il était aussi économe que brave, et si on peut lui faire le reproche d'avoir sacrifié la France à son ambition, on ne peut lui adresser le reproche d'avoir sacrifié le trésor à ses caprices. Eh bien ! il avança 3 millions à la ville de Bordeaux; il prêta des sommes considérables à des propriétaires de la haute Bourgogne; un seul emprunteur ne remplit pas ses engagements, c'était l'un des plus riches propriétaires des faubourgs de Paris, dont la ruine fut décidée par la chute du gouvernement impérial. Enfin, 22,000 fr. restent à peine à payer de la totalité des avances faites par ce gouvernement.

Quand on vous a cité l'exemple de l'Angleterre, on n'a pas été heureux; on a donc oublié que Pitt fit prêter au commerce 5 millions sterl. ou 110 millions de notre monnaie, sous la simple garantie morale de deux maisons de commerce; que Castlereagh fit avancer une somme de 60 millions, et, il n'y a pas plus de cinq ans, un prêt de 120 millions fut encore fait à l'agriculture sous le ministère Canning.

Je forme donc les vœux les plus ardens pour que le ministère français suive le même exemple, et vienne promptement au secours de notre industrie. Je vote pour le projet de loi.

M. de Corcelles : Dans un pays comme le nôtre, dans un pays où l'industrie est parvenue à force d'étude et d'application, à force de connaissances pratiques et d'activité à décupler, à centupler les produits du sol, le premier devoir d'un gouvernement sage et prévoyant, est de venir à son aide lorsque des circonstances imprévues, des circonstances provenant bien souvent du fait même du gouvernement, la jettent dans un état de perturbation.

L'orateur faisant allusion aux craintes vagues et chimériques de la commission, termine par ces mots :

Messieurs, la peur est un mauvais conseiller. Elle ne remédie à rien et trop souvent elle amène les maux imaginaires dont elle est préoccupée. J'espère que l'état de paix et de tranquillité dont nous jouissons dans la capitale, sera pour les départemens, et surtout pour les électeurs au moment de leurs travaux, un guide plus sûr que des craintes peut-être autant simulées que réelles.

Dans tous les cas, Messieurs, la faiblesse des argumens de votre commission ne vous empêchera pas d'adopter une loi dont l'effet est assurément de garantir la société contre de périlleux désordres, et ceux-là, si vous ne les préveniez pas, seraient réels.

Je vote pour l'adoption du projet du gouvernement, sauf les amendemens dont il est susceptible,

La parole est à M. Casimir Périer.

M. Augustin Périer : monte à la tribune : Je demande à la chambre la permission de lui lire l'opinion de mon frère, qu'une crise subite a retenu chez lui au moment où il se disposait à se rendre à la chambre. De nombreux précédens m'autorisent à vous faire cette demande. (Adhésion générale : Oui, oui, sans doute.)

Messieurs, je suis moins disposé que personne à méconnaître les principes; mais nous sommes tous trop familiers avec les choses de cette vie pour repousser des exceptions. Il y a des tems où l'application des principes n'admet aucune composition; mais il y a des circonstances qui font à leur tour fléchir la rigueur des principes.

Nous venons de l'éprouver en politique, par exemple; car l'insurrection, qui ne saurait être un principe, en état de société, est devenue, il y a deux mois, une nécessité de fait; et cette première exception en amène d'autres, qui deviennent, à leur tour, de nouvelles nécessités.

Celles du commerce nous pressent impérieusement; portons-lui promptement secours, pour que le mal s'arrête, s'il est possible, en une semaine. Ne nous demandons pas plus aujourd'hui qu'au 26 juillet, si cela est régulier, et jusqu'à quel point nous réussirons; l'irrégularité est ici dans le mal; le mal est certain. Avouons que le remède n'est pas conforme aux principes; ne prétendons pas qu'il soit infallible; mais craignons de nous préparer par le refus une responsabilité amère, si le mal vient à s'aggraver. Ce sera bien assez, si le remède est peu efficace, du regret de n'avoir pu faire davantage.

En d'autres tems, j'appuierais donc avec force les doctrines de votre commission qui condamne l'intervention de l'Etat dans les affaires des particuliers.

Mais est-il déjà tems de se retrancher dans l'insensibilité des principes?

L'honorable rapporteur de votre commission avouera lui-même que, depuis le jour où il a conclu au rejet, il est survenu des faits assez graves, assez imprévus, pour lui révéler une situation violente, une situation toute exceptionnelle qui réclame des mesures d'exception.

Il peut savoir comme nous que ces faits entraînent des conséquences au-devant desquelles il est encore tems de courir, mais sans hésitation et sans retard.

C'est avec douleur, Messieurs, que vous avez appris les premiers désastres qui ne sont venus que trop tôt appuyer la proposition du gouvernement. Vous prévoyez avec inquiétude quelles en seraient les suites pour une ville manufacturière digne de tout votre intérêt, et vous n'entendez qu'avec indigna-

tion les plaintes hypocrites des ennemis de nos libertés, qui s'empressent déjà de les rendre responsables des maux qu'elles seules répareront. Tout réclame donc votre concours. Qu'imons pouvons devenir victimes de ses conséquences.

Les causes sont dans le développement désordonné des spéculations de 1825, époque où le gouvernement exagéra si imprudemment les doctrines du crédit public, que toutes les imaginations en furent comme enivrées, et que les illusions passèrent des plans du pouvoir d'alors dans les opérations des particuliers.

Que le gouvernement déchu garde donc la responsabilité de ces désastres. Ils lui appartiennent dès long-tems!

Le régime nouveau doit en apporter la réparation; mais elle ne peut être immédiate. Comment s'étonner en effet que dès les premiers jours d'une révolution fondamentale, les capitaux, effrayés, à tort sans doute, se soient retirés momentanément, et ravissent ainsi au commerce et à l'industrie les moyens d'arriver à de meilleurs jours que nous entrevoions. C'était, pour ceux qui succombent, une question de quelques semaines; mais le mal qui date de plusieurs années, et qui se dissimulait par des reviremens habiles, devait éclater au premier manque d'argent. C'est périr dans le port. Hâtons-nous de sauver tout ce qui peut l'être encore d'un naufrage semblable.

La crise n'est fatale que parce qu'elle est ancienne, et qu'elle éclate au moment même où l'on avait droit de la croire finie.

Peu de tems encore, et l'on verra, en effet, les capitaux dont l'absence aura causé ces désastres, s'offrir en abondance à de nouvelles spéculations. C'est ce moment qu'il faut attendre. Sans doute, vous ne pensez pas, Messieurs, que les partisans de la mesure proposée aient la prétention de donner au commerce et à l'industrie une prospérité improvisée, avec trente ou quarante millions. Notre révolution promet aux grands intérêts du pays des ressources plus efficaces. La liberté et la confiance valent tous les crédits, tous les emprunts; mais il faut donner à la liberté le tems de s'organiser, et à la confiance celui de s'affermir. Le secours proposé est donc, en quelque sorte, un dernier renouvellement qu'un passé, long-tems gêné, demande au présent, pour arriver à un avenir prospère. Je l'accorde, pour ma part, avec une pleine conviction; car, si l'on veut mettre en question les heureux résultats que j'espère en l'accordant, on ne saurait mettre en doute les funestes effets que je prévois par suite d'un refus. Et n'est-ce pas déjà faire beaucoup de bien que d'empêcher beaucoup de mal? Calculons par la pensée, ce que, par le secours apporté en 1828, à la ville de Mulhouse, par le commerce de Paris, on a évité de malheurs publics et privés. Et encore, à cette époque, il n'y avait point, dans la crise commerciale, de complication politique. Il n'y en avait pas d'avantage en Angleterre, dans la crise de 1825. Une révolution ne domine pas les événemens et les principes. L'exemple invoqué par M. le rapporteur semble donc inapplicable à notre situation.

Au reste, Messieurs, c'est encore moins le commerce que l'industrie qui doit profiter du bienfait de la loi. Car l'inaction fait perdre au commerce plutôt des intérêts que des capitaux. Il n'en est pas de même de l'industrie. La famille commerçante souffre seule; le chef d'industrie communique sa souffrance à cent familles de travailleurs. La marchandise peut attendre, mais les bras ont besoin de travail. C'est le public seul qui peut ranimer la vente, quand il aura repris confiance; c'est le travail qui doit être aidé par le gouvernement.

C'est donc surtout aux manufactures que des secours ne sauraient être appliqués trop promptement. L'ordre public y est intéressé. Supposez, en effet, qu'elles soient réduites à renvoyer un grand nombre d'ouvriers. Le gouvernement ne serait-il pas obligé de vous demander pour eux des secours, qui passeront directement par leurs mains, sans profit pour l'industrie du pays, sans avantage pour l'ordre général, qui se fonde sur le travail de chacun. N'est-il pas préférable d'apporter aujourd'hui ces secours aux fabriques, de manière à les rendre profitables aux classes ouvrières et à la production? Sous ce rapport, Messieurs, la loi proposée est vraiment une loi politique; c'est un secours politique qu'elle demande dans l'intérêt du nouvel ordre politique.

Et je ne puis accorder à l'honorable rapporteur de votre commission que ce soit un secours gratuit, puisque la tranquillité publique y trouvera de tels avantages; encore moins que ce soit dénaturer l'emploi des fonds des contribuables, que de vous proposer législativement une mesure réclamée par des classes de contribuables si intéressantes, pour qui ce bienfait aura surtout l'avantage de donner à tant d'autres capitaux oisifs et inquiets l'exemple salutaire de la confiance du gouvernement.

Car, en définitive, Messieurs, la crise actuelle n'est qu'une question de confiance. C'est donc au gouvernement de résoudre le premier cette question qui lui est en quelque sorte personnelle. On inspire facilement la confiance qu'on témoigne. Croyons en nous, Messieurs, pour que tout le monde y croie; et nous avons le droit d'y croire. L'Europe salue avec estime notre vraie révolution. Le pays se montre animé d'une passion généreuse pour l'ordre; les prochaines élections le prouvent sans doute, et l'admirable zèle des gardes nationales de France l'atteste suffisamment. Des bruits de guerre tombent devant des déclarations unanimes des puissances, devant l'organisation de notre armée. Les fonctionnaires nouveaux ont appris de leurs administrés eux-mêmes, que tous les intérêts demandaient à l'autorité qu'elle prit de l'autorité pour les protéger.

Il est permis aujourd'hui, Messieurs, aux hommes de bien espérer des améliorations qui n'attendent pour se développer, après une si longue contrainte, que le retour de la sécurité publique.

L'acte que le gouvernement vous propose, Messieurs, et je le répète, à titre d'exception, contribuera puissamment à la faire renaitre. Ce résultat seul ne saurait être mis en balance avec un secours qui n'est sans doute qu'une avance, mais dont le sacrifice même serait peu regrettable à ce prix.

Trente millions ont été absorbés en 1814 pour le paiement des dettes de l'ancienne famille royale, 1500 millions par la rançon du pays : 400 millions par la guerre d'Espagne, 160 par l'expédition d'Alger ; un milliard par l'indemnité des émigrés. Soixante millions sont-ils de trop pour le commerce et l'industrie de notre pays ?

Nous ne prétendons point vous exposer, Messieurs, à établir un précédent fâcheux ; au contraire, vous n'aurez accordé qu'une exception à ce principe conservateur, que le gouvernement ne doit avoir d'action sur les intérêts privés que par sa sollicitude pour les intérêts généraux, et, par cette exception même, vous aurez acheté pour l'avenir le droit de refuser.

Quant à la manière dont les fonds seront faits, je donne volontiers mon assentiment à la proposition de M. Delessert, et me restreindrai à la même limite ; mais il doit être bien entendu que les moyens d'exécution tels qu'ils seront adoptés par vous, resteront sous la responsabilité du gouvernement. (1)

On doit penser qu'il ne s'agit pas d'une distribution au marc le franc à tous ceux qui pourraient réclamer, et que l'appréciation des circonstances, des besoins, des localités, des avantages et des garanties, préparée par les travaux des commissions dont le projet de loi appelle les lumières, appartient définitivement à la haute administration, seule en état d'offrir aux chambres et au pays la garantie d'une responsabilité dont elle n'entend ni rejeter ni partager le poids.

Je vote pour le projet avec l'amendement de M. Delessert. Il est cinq heures et demie, la séance est levée.

Ordre du jour. A midi, réunion dans les bureaux pour la nomination des commissaires chargés de l'examen du projet de loi sur les impôts indirects.

A une heure, séance publique ; continuation de la discussion du projet de loi sur les 60 millions ; discussion de la proposition de M. de Tracy.

Sur la proposition de M. le président, la chambre décide qu'il y aura une seconde séance à huit heures du soir.

(CORRESPONDANCE PARTICULIERE DU PRÉCURSEUR.)

Séance du 8 octobre.

A l'ouverture de la séance, M. le président invite les membres des 2^e, 7^e et 8^e bureaux à se réunir immédiatement pour nommer des commissaires et compléter ainsi la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les boissons, afin que le rapport soit (s'il est possible), présenté séance tenante.

L'ordre du jour est la suite de la discussion sur le projet tendant à garantir, au nom de l'Etat, les prêts et avances à faire au commerce.

M. Milleret développe plusieurs amendemens qui se reproduiraient lors de la discussion.

M. Delessert : Je viens, Messieurs, vous soumettre un amendement qui me paraît mieux atteindre le but que la loi s'est proposé. Nul doute qu'en thèse générale le gouvernement ne doit pas intervenir dans les stipulations particulières, comme il ne profite pas des bénéfices, il ne doit pas courir des chances de pertes. Mais il est des cas où cette règle doit recevoir des exceptions ; il y a des circonstances où la cessation du travail pour de nombreux ouvriers amènerait de graves désordres. Quelques avances faites à propos et avec discernement peuvent prévenir cet état de choses. Je sais bien que souvent l'objet que l'on se propose est manqué, que telle maison qui demande des secours au gouvernement s'exposerait, si ses vœux étaient écoutés, à perdre tout son crédit.

La commission qui fut chargée dès le principe de rechercher les moyens d'aider le commerce, avait proposé de créer pour soixante millions de bons du trésor ; mais le ministre a craint qu'une émission de bons aussi considérable ne nuisît à son crédit et n'empêchât la négociation de ceux qui sont nécessaires à son service journalier. Il est vrai que la somme de 60 millions était, suivant moi, beaucoup trop considérable ; mais c'était celle que quelques membres du ministère avaient eux-mêmes indiquée. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne jugea pas convenable de présenter le premier projet, et le remplaça par celui que nous discutons maintenant, qui paraît avoir été désapprouvé par la plupart de vos bureaux, et dont le rapporteur a fait sentir tous les inconvéniens. Mais ne convient-il pas d'y substituer quelque autre plan plus simple, d'une exécution plus facile et moins onéreuse au trésor. Je crois qu'il est indispensable de faire quelque chose pour aider l'industrie dans ce moment. Vous n'hésiteriez pas à le faire si vous étiez témoins des nombreuses demandes de fabricans tant à Paris que dans les départemens qui, avec des usines importantes, des matières premières et des produits manufacturés, ne peuvent trouver les moyens de continuer leurs travaux et sont être forcés de renvoyer leurs ouvriers, ce qui serait très-

(1) M. Delessert propose la création de 30 millions de bons du trésor, moitié à un an, moitié à deux ans de terme, qui seraient employés aux prêts ou avances aux fabriques et manufactures qui réclameraient des secours.

fâcheux à l'approche de l'hiver. Quelques prêts faits avec prudence par des commissions composées de personnes désintéressées, nommées par le gouvernement, et qui prendraient des mesures pour ne les faire que contre de bonnes valeurs, assureraient la continuation de leurs travaux. Je crois qu'une somme de 30 millions de bons du trésor serait suffisante si elle était répartie convenablement entre les manufacturiers évidemment au-dessus de leurs affaires, qui en auraient besoin.

M. Gauthier croit qu'il serait encore plus simple d'accorder un crédit extraordinaire de 30 millions au ministre des finances, avec autorisation pour lui d'en faire l'emploi qu'il jugera le plus convenable dans l'intérêt du commerce.

Au reste, il adhère volontiers à la proposition de M. Delessert.

M. Petoa demande la parole : Messieurs, dit-il, les éloquentes discours que vous avez entendus hier et aujourd'hui ne laissent plus rien à dire. Je suis donc réduit à adhérer tout simplement au projet et aux amendemens.

L'honorable membre, après avoir terminé ce discours succinct, descend de la tribune au milieu de l'hilarité générale.

M. Bavoux adopte les bases du projet avec les amendemens qui pourront l'améliorer.

M. Mauguin : La question relative au commerce n'est pas seulement commerciale, elle est surtout politique. Une révolution doit tenir ce qu'elle a promis ; autrement ses amis se retirent, et ses ennemis prennent courage. La France, en se soulevant, a conçu un double espoir : elle a cru retrouver sa liberté, et aussi se mettre sur la voie d'une prospérité progressive ; non que je nie l'alliance de la liberté et de la prospérité ; je sais, au contraire, que la liberté, en même tems qu'elle est l'état le plus convenable à la dignité humaine, met l'homme en position d'exercer de la manière la plus fructueuse ses facultés.

Mais cependant il y a une liberté qui peut être pauvre. La France ne veut pas une liberté pauvre et antique ; elle veut une liberté moderne et opulente. (Mouvements divers.) Voilà ce que le gouvernement doit vouloir produire. Si la détresse continue, si elle s'aggrave, le système que nous voulons voir se consolider sera menacé, car il y a bien peu d'ames qui sachent lutter contre la misère et obéir aux lois, alors que les premiers besoins de la vie sont en souffrance.

On se fait, d'ailleurs, une idée inexacte du commerce dans nos sociétés modernes.

Sans le commerce et les bienfaits qui naissent de sa prospérité, tout se désorganise. Voyez une armée : si sa substance est assurée, elle obéit, elle est brave ; si les vivres manquent, l'insubordination vient bientôt à la suite de la misère. De même quand le commerce est dans la stagnation, quand le peuple souffre, les lois sont mal obéies.

Et voyez quelle importance le commerce a acquise dans ces derniers tems ! combien il a pénétré dans les habitudes, dans les mœurs ! Voyez comme il s'est introduit parmi les notabilités que la société reconnaît ! comme il a pris place dans les assemblées délibérantes, et jusque dans le conseil ! Voyez comme il domine l'Europe ! comme un échec qu'il ressent à Paris, retentit à Londres, à Vienne, à Hambourg !

Vous ne pouvez donc pas laisser périr cet élément de puissance ; et vous devez vous hâter de lui prêter secours ; le ministère mérite même le reproche d'avoir à cet égard trop tardé.

Le commerce de Paris, nous-mêmes, Messieurs, nous avons été frappés d'un coup qui vient d'atteindre un honorable commerçant, membre de cette assemblée. Il y a 6 mois, le gouvernement avait offert à ce négociant une fourniture qui eût suffi pour fonder une fortune ; voulant conserver la liberté de son opinion, il a refusé. Il est tombé première victime d'une révolution qu'il avait appelée de tous ses vœux.

Maintenant le ministère se réveille ; il propose un projet que la commission a rejeté. Quant à moi, je crois qu'elle a bien fait.

Il est un amendement auquel je me réfère, en demandant toutefois l'augmentation du chiffre.

Le gouvernement a calculé qu'il pouvait aider le commerce de 60 millions ; je demande que l'on ne refuse pas ce secours, et lorsque nous en serons à l'amendement de M. Delessert, je demanderai que l'on y substitue 60 millions à 30 millions.

Que ferez-vous en effet avec 30 millions ? songez que bien d'autres villes que Paris ont des besoins. Sans doute elles se ressentiront avantagement de l'aide donnée au commerce de Paris ; mais ces villes ont aussi leurs souffrances et leurs nécessités particulières.

Du reste, que l'amendement de M. Delessert laisse au ministre des finances la responsabilité de l'emploi du crédit, cela est nécessaire.

On peut diviser en deux classes les besoins du commerce. Des négocians ont des commandes, mais ils n'ont pas de fonds pour les exécuter. D'autres ont des marchandises, mais n'ont pas d'acheteurs.

Pour les premiers, il est facile de les aider ; quant aux seconds, il faut ou que le gouvernement leur procure des acheteurs, ou qu'il se rende acheteur lui-même.

La difficulté ici est grande, et c'est là ce qui appelle toutes les méditations des hommes éclairés.

Il ne faut pas croire que le mal se cache plus long-tems, non, Messieurs, il est visible, il est patent. Irou-nous imiter ces voyageurs qui, tombés dans un abyme, songent moins à en sortir qu'à expliquer comment ils y sont venus ? Tous dissentimens d'opinions doivent cesser ici ; tous, nous devons être d'accord pour chercher ce qui est à faire.

Dira-t-on que le trésor est exposé à une perte considérable ! mais d'abord cela est loin d'être prouvé ; en second lieu, il est des cas où il faut savoir faire des sacrifices ; il est des économies qui seraient ruineuses.

M. Anisson-Duperron, membre de la commission, explique par quels motifs elle s'est décidée au rejet du projet.

M. Persil, rapporteur de la commission, résume la discussion.

La discussion générale est fermée.

M. le président donne lecture de l'art. 1^{er}, ainsi conçu :

« Le ministre des finances est autorisé à garantir au nom de l'Etat, le remboursement des prêts ou avances qui pourraient être faits au commerce et à l'industrie, jusqu'à concurrence de 60 millions. »

M. Delessert propose de substituer à cet article, la rédaction suivante :

« Le ministre des finances est autorisé à créer 30 millions de bons du trésor, payables moitié à un an et moitié à deux ans de terme, qui seront employés en prêts ou avances aux fabriques et manufactures qui réclameront des secours. »

M. Duvergier de Hauranne sous-amende ainsi la rédaction de M. Delessert :

« Il est ouvert au ministre des finances un crédit extraordinaire de 30 millions, qui pourront être employés en prêts ou avances au commerce et à l'industrie, en prenant les mesures convenables pour garantir les intérêts du trésor. »

M. le président : Je dois dire à la chambre que le gouvernement adopte l'article proposé par M. Duvergier de Hauranne.

M. de Corcelles et M. Mauguin proposent d'élever à 60 millions le chiffre de l'article proposé par M. Duvergier de Hauranne.

M. de Saint-Cricq appuie la rédaction de M. Duvergier de Hauranne.

M. Charles Dupin vote contre le projet de loi et contre tous les amendemens.

M. Odier parle dans le même sens que M. de Saint-Cricq.

M. le président met d'abord aux voix le sous-amendement de M. Mauguin, qui élève le chiffre à 60 millions.

Cet amendement est rejeté.

La rédaction de M. Duvergier de Hauranne est adoptée à une très-grande majorité.

M. le président : L'adoption de cet article fait tomber les articles suivans du projet, qui n'étaient que des moyens d'exécution.

M. Gaëtan de Larochefoucauld propose de réduire à 2 fr. les droits à percevoir sur les actes de prêt de ces 30 millions. Cet article additionnel est combattu par M. Calmon, et rejeté.

M. le président : Il n'y a plus aucun article à voter ; la chambre va passer au scrutin secret.

En voici le résultat :

Nombre des votans,	247
Majorité absolue,	124
Pour la loi,	165
Contre,	82

La chambre adopte.

M. Clément : Je demande au nom de la commission des pétitions à présenter le rapport de trois pétitions, qui, rapportées demain, seraient sans objet, puisque la chambre va s'occuper tout à l'heure de la proposition de M. de Tracy.

Ces pétitions sont signées de 40 blessés de Paris et de St-Cloud, à côté de chaque signature sont mentionnés le domicile du blessé, le lieu où les blessures ont été reçues. Les pétitionnaires expriment le vœu qu'aucunes émotions de vengeance et de terreur ne viennent se mêler aux sentimens si élevés et si tranquilles qui animent aujourd'hui la nation.

La commission déclare qu'elle ne croit pas avoir à prendre de conclusions à l'égard de ces pétitions.

M. de Corcelles : Le dépôt au bureau des renseignemens.

M. d'Harcourt : Les pétitions qui viennent d'être rapportées m'ont sensiblement flatté dans mon orgueil national ; tant de courage et de grandeur d'ame me rappelle les plus beaux jours de l'antiquité. Cela donne à notre révolution je ne sais quoi de chevaleresque et de sublime, qui est de nature à faire révéler notre révolution par toute l'Europe. Je demande que les pétitions soient renvoyées au conseil des ministres, pour que ceux-ci témoignent aux pétitionnaires tout l'intérêt qu'ils ont inspiré à la chambre. (Appuyé ! appuyé !)

Le renvoi est ordonné.

La discussion s'ouvre sur la proposition de M. de Tracy, relative à l'abolition de la peine de mort.

La chambre entend MM. de Tracy et Kératy.

ANNONCES JUDICIAIRES.

(5902) L'an mil huit cent trente, et le sept octobre, à la requête du sieur Jean-Baptiste Vercherin, propriétaire-cultivateur, domicilié à St-Genis-les-Ollières, arrondissement de Lyon, je soussigné Henri Barcet, huissier reçu au tribunal civil, et audencier à la cour royale de Lyon, y demeurant, place de la Baleine, patentié à la mairie de ladite ville, 3^e classe, le 18 mars dernier, n^o 254, certifié avoir signifié à la dame Marie-Victoire Bonnard, épouse de M. Robert-Aimé Villette, propriétaire et négociant, domiciliés ensemble à Lyon, place du Change, n^o 4, et audit sieur Robert-Aimé Villette, son mari, à l'effet d'autoriser son épouse, en tant que de besoin ; à Antoine Jossierand, propriétaire-cultivateur, domicilié en la commune de Messimi, subrogé-tuteur de Jean-Pierre, Etienne, Fleury, Antoinette et Etienne Giraud, tous cinq enfans mineurs de Toussaint Giraud, propriétaire-cultivateur, demeurant en ladite commune de St-Genis-les-

Ollières, et de Etienne Mure, décédée femme dudit Toussaint Giraud; et à M. le procureur du roi près le tribunal civil de première instance de Lyon, y demeurant;

Que suivant procès-verbal dressé par M. Capelin, juge-commissaire, en l'audience des criées dudit tribunal, en date du vingt-un août mil huit cent trente, enregistré le dix septembre suivant, et d'après la déclaration faite par M. Hardouin, avoué, au greffe du même tribunal, le vingt-trois dudit mois d'août dernier, aussi enregistré le dix septembre, Jean-Baptiste Vercherin est resté adjudicataire d'une pièce de fonds, partie en terre labourable et partie en pré, de la contenance d'environ 160 ares, confinée, au nord déclinant au matin, par le pré de Jacques Caillot; à l'occident déclinant au nord, par le chemin des Font; au midi déclinant soir, par un chemin de desserte, et à l'orient, par le pré de Louis Bergeron, sauf plus vrais et exacts étendue et confins, si aucuns sont. Ce fonds est situé au territoire des Font, susdite commune de St-Genis-les-Ollières.

Ce même fonds avait été acquis par lesdits mariés Toussaint Giraud et Etienne Mure, de Robert-Aimé Villette et de Antoine Villette frères, négociants à Lyon, y demeurants, place du Change, n° 4, cohéritiers de Guy Villette leur père, marchand orfèvre à Lyon, suivant contrat passé devant M. Rappet, notaire à Grézieux-la-Varenne, en date du vingt-deux mars mil huit cent vingt-sept, dûment enregistré, et transcrit au bureau des hypothèques de Lyon, le vingt-six mai de la même année.

Ce fonds a été adjugé à Jean-Baptiste Vercherin, en suite de la procédure en vente judiciaire, poursuivie à la requête dudit Toussaint Giraud, tant en son nom que comme tuteur légal de ses cinq enfants sus-dénommés cohéritiers de leur mère, en présence de leurdit subrogé tuteur.

L'expédition du cahier des charges, du procès-verbal d'adjudication et de la déclaration de l'avoué, délivrée par M. Mathian, commis-greffier institué, et enregistré le quinze septembre dernier, a été transcrite au bureau des hypothèques de Lyon le vingt dudit mois de septembre dernier; depuis, le requérant voulant purger son adjudication de toutes hypothèques qui pourraient exister indépendamment de l'inscription, a déposé au greffe dudit tribunal copies dûment collationnées, soit du contrat de vente du vingt-deux mars mil huit cent vingt-sept, soit dudit procès-verbal d'adjudication, cahier des charges et autres actes y annexés; et les extraits conformes à la loi ont été de suite affichés en l'auditoire dudit tribunal, à la forme de l'acte de dépôt dressé le vingt-huit septembre dernier, par le greffier dudit tribunal, enregistré le vingt-neuf, expédié et collationné, signé MATHIAN, commis-greffier.

Ce qui est dénoncé et certifié par le présent tant à la dame Villette née Bonnard, et à son mari, qu'à Antoine Josserand, subrogé tuteur des enfants Giraud, ainsi qu'à M. le procureur du roi, avec déclaration du requérant qu'il ne connaît pas les autres personnes, soit les mineurs ou interdits, leurs tuteurs ou subrogés tuteurs et les femmes, soit leurs ayants-cause, qui peuvent avoir des hypothèques légales sur l'immeuble par lui acquis; qu'en conséquence il fera publier la présente signification conformément à l'article 683 du code de procédure civile et à l'avis du conseil-d'Etat du 9 mai 1807 approuvé le 1^{er} juin suivant; afin que toutes hypothèques légales existantes indépendamment de l'inscription, soit du chef de Toussaint Giraud et d'Etienne Mure, son épouse, soit de tous précédents propriétaires, soient inscrites, dans le délai légal de deux mois, passé lequel ledit fonds adjugé au requérant sera pleinement affranchi de toutes hypothèques non inscrites, faisant néanmoins le requérant toutes réserves de faire valoir tous droits et moyens contre les inscriptions qui pourraient intervenir, et afin que les sus-nommés et M. le procureur du roi n'en ignorent, je leur ai à chacun séparément donné et laissé copie de mon présent exploit et de l'acte de dépôt y énoncé et daté, savoir: pour Mad. Villette née Bonnard, dans son domicile, en parlant à sa fille domestique y trouvée, sommée de se nommer a fait refus.

Pour M. Robert-Aimé Villette, dans son domicile en parlant à sa fille domestique y trouvée, sommée de se nommer a fait refus;

Pour le sieur Antoine Josserand, subrogé tuteur des enfants Giraud, dans son domicile en parlant à sa personne y trouvée, sommée de signer le reçu de copie a fait refus;

Et pour M. le procureur du roi dans son parquet à Lyon, au palais de justice, hôtel de Chevreines, place St-Jean, en parlant à M. Durieu, son substitut y trouvé, qui a reçu ladite copie et visé le présent conformément à la loi; dont acte, coût 15 f. 40 c. outre le droit de copie, de pièces et le papier.

Signé BARCET.

Vu et reçu copie par nous procureur du roi soussigné à Lyon, au parquet, le 7 septembre 1830 Fleury DUBIEU, substitut.
Enregistré à Lyon, le sept octobre 1830, reçu 4 f. 40 c., plus deux décimes.

(5900) VENTE PAR EXPROPRIATION FORCÉE,

D'un terrain propre à bâtir, situé à Lyon, à l'angle des rues de la Reine et d'Henri IV, appartenant au sieur Sébastien Aguetant, architecte et propriétaire, demeurant à Lyon, place de la Baleine, n° 6.

Ce terrain, propre à bâtir, est actuellement en pépinière et jardin; il est situé à Lyon, à l'angle des rues de la Reine et d'Henri IV, dépendant du premier arrondissement des justices de paix de Lyon, canton de Lyon, arrondissement du tribunal civil de Lyon, deuxième arrondissement communal du département du Rhône; il forme un carré long de la contenance superficielle d'environ 416 mètres 80 centimètres 65 centimètres (soit 3950 pieds de roi carrés), confiné, au matin et au midi, par les terrains et jardins appartenant à la Compagnie Perrache; au soir, par la rue Henri IV, et au nord, par la rue de la Reine. Il est loué au sieur Martin Martin, jardinier à Lyon, qui l'exploite et le cultive.

Ce terrain avec toutes ses appartenances et dépendances a été saisi le six juillet mil huit cent trente, par procès-verbal de Thimonnier fils aîné, huissier à Lyon, au préjudice du sieur Sébastien Aguetant, architecte et propriétaire, demeurant à Lyon, place de la Baleine, n° 6; à la requête de M. Jean-François-Marie Gilbert, professeur de musique, demeurant à Lyon, place des Terreaux, n° 6.

Copie entière du procès-verbal de saisie a été laissée ledit jour six juillet mil huit cent trente, à M. Antoine Chalandon, adjoint

du maire de la ville de Lyon et à M. Cattet, greffier de la justice de paix du premier arrondissement de la ville de Lyon, lesquels ont visé ledit procès-verbal qui a été enregistré à Lyon le lendemain sept dudit mois de juillet par M. Guillot, qui a reçu deux francs vingt centimes.

Cette saisie immobilière a été transcrite au bureau des hypothèques de Lyon le sept juillet mil huit cent trente, volume 18, n° 8, et au greffe du tribunal de première instance de Lyon, le quatorze dudit mois de juillet, registre 40, n° 9.

La vente par expropriation forcée dudit terrain est poursuivie par ledit sieur Jean-François-Marie Gilbert, professeur de musique, demeurant à Lyon, place des Terreaux, n° 6; lequel a fait et continue ses élections de domicile et constitution d'avoué en l'étude et personne de M. Durand-Fornas, avoué près le tribunal civil de première instance séant à Lyon, où il demeure rue St-Côme, n° 8;

Contre ledit sieur Sébastien Aguetant, architecte et propriétaire, demeurant à Lyon, place de la Baleine, n° 6;

Par-devant le tribunal de première instance séant à Lyon au palais de justice, place St-Jean.

La première publication du cahier des charges a été faite le samedi quatre septembre mil huit cent trente, en l'audience des criées du tribunal de première instance séant à Lyon, au palais de justice, place St-Jean, icelle tenante, depuis neuf heures du matin jusqu'à la fin de la séance.

La seconde publication a eu lieu le dix-huit dudit mois de septembre, et la troisième le deux octobre suivant. Lors de cette dernière, l'adjudication préparatoire a été renvoyée et fixée au six novembre suivant.

En conséquence, l'adjudication préparatoire de l'immeuble dont s'agit aura lieu le samedi six novembre mil huit cent trente, en l'audience des criées du tribunal civil de première instance séant à Lyon, au palais de justice, place St-Jean, icelle tenante depuis neuf heures du matin jusqu'à la fin de la séance, sur la mise à prix de trois mille francs faite par le poursuivant, outre les clauses et conditions du cahier des charges.

DURAND-FORNAS, avoué.

NOTA. S'adresser, pour avoir de plus amples renseignements, soit à M. Durand-Fornas, avoué poursuivant, soit au greffe du tribunal civil de Lyon.

(5888) VENTE APRÈS FAILLITE,

1^o D'un fonds de charron-forgeur et de ses ustensiles; 2^o de divers objets mobiliers et marchandises. Le tout situé à Lyon, rue de Sarron, n° 7, provenant de l'actif de la faillite du sieur Louis Delorme.

Le lundi dix-huit octobre mil huit cent trente, à onze heures précises du matin, il sera procédé dans le domicile qu'occupait ledit sieur Louis Delorme, à Lyon, rue de Sarron, n° 7, par le ministère de l'un de MM. les commissaires-priseurs, à la vente aux enchères et au comptant, d'un fonds de charron-forgeur, dépendant de la faillite dudit sieur Delorme.

Ce fonds est exploité dans un local vaste et commode, les ustensiles y sont en bon état; il se compose notamment: de forge, étaux, enclumes, marteaux, ciseaux, bascule en fer, filière double, filière simple, clés simples, griffes, deux tourne à gauche, tranchets, poinçons, tenailles, deux soufflets, scies, tarières, établis en bois, chèvre, et généralement tous les ustensiles nécessaires.

Immédiatement après la vente de ce fonds, il sera procédé en détail, aux enchères et au comptant, des effets mobiliers qui se composent: de bois de lit, table ronde, secrétaire à la moderne, chaises et autres objets, ainsi que des marchandises consistant: en 600 kilogrammes fer en barres et autre, essieux en fer, charbon de terre, 200 bois de jantes, 300 bois de rays, plateaux, roues ferrées, autres non achevées, brouettes, limonnières, etc., etc.

S'adresser, pour visiter ledit fonds, à M. Claude Premillieux, rue Neuve, n° 12, et, pour prendre connaissance du cahier des charges, au bureau de MM. les commissaires-priseurs, quai d'Orléans, ci-devant de la Pêcherie, n° 51, au premier étage.

Cette vente aura lieu à la requête de MM. Durieux et Premillieux, syndics provisoires à ladite faillite, et d'après une ordonnance rendue par M. le juge-commissaire, laquelle a été dûment enregistrée.

(5866-2) ADJUDICATION DÉFINITIVE

SUR LICITATION ENTRE MAJEURS,

En l'étude et par le ministère de M. Culhat-Laroche, notaire à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme.)

Le dix novembre mil huit cent trente, heure de midi, du superbe établissement de St-Vincent, situé à une lieue de Clermont et de Riom, et un quart de lieue de la grande route de Paris, dans un des sites les plus pittoresques et les plus agréables de la belle Limagne. Cet établissement est destiné à une papeterie, d'après le procédé de Didot. Les bâtiments en sont spacieux; ils ont été construits avec le plus grand soin. Les machines et les ustensiles de la manufacture sortent des fonderies de Fourchambeau et des ateliers du célèbre mécanicien *Donkine*, de Londres. Les modèles ont été fournis et les machines moulées et mises en place par d'habiles mécaniciens anglais.

Cet établissement présente des avantages uniques pour la fabrication du papier; indépendamment d'une chute d'eau de 85 pieds qui met en mouvement toutes les machines, il possède en pleine propriété toutes les eaux qui lui sont nécessaires. Les sources, dont le volume et la limpidité ne varient jamais, jaillissent au milieu de l'établissement, à quelques pas des bâtiments; elles donnent plus de 400 pouces cubes d'eau par minute. Ces sources recouvertes par une immense coulée de laves, sont à l'abri de l'inconvénient des orages.

La vente comprendra la cession faite à l'établissement par M. Didot, d'une licence pour deux machines à papier dans le département du Puy-de-Dôme, avec garantie qu'il ne pourra en établir de semblables dans un rayon de six myriamètres 667 décimètres, ou quinze lieues de longueur en ligne droite, à partir du centre qui est Clermont-Ferrand, à la circonférence.

Pour tous les renseignements, s'adresser à Clermont, à M. Culhat-Laroche, notaire, place Désaix, n° 50;

A Paris, à MM. Collon et Co, banquiers, rue du Bac, n° 15, et à MM. Baronnet et Fay, rue du Bac, n° 26;
A Lyon, à M. Quantin, notaire, quai St-Antoine.

ANNONCES DIVERSES.

(5872-2) A vendre. — Belle pharmacie richement décorée au goût moderne, située dans une ville de province des plus agréables; elle est des mieux placées, au centre du marché, et elle est fournie de tous les ustensiles propres à son exploitation, et elle de médicaments de première qualité.

Elle se compose d'un vaste local au rez-de-chaussée, de beaux appartements au 1^{er} étage, le tout agencé et décoré dans le meilleur goût. On traitera du mobilier si cela convient. On accordera des facilités pour le paiement.

S'adresser chez M. Bruy l'aîné, droguiste, grande rue Mercière, n° 41, à Lyon.

(5897) PHARMACIE A VENDRE.

Le sieur Moulion, pharmacien à Autun, département de Saône-et-Loire, s'occupant depuis plusieurs années de la conservation et multiplication des sangsues, et voulant traiter cette partie plus en grand, désirerait remettre sa pharmacie.

Elle est très-bien achalandée, bien placée, et d'un très-bon rapport. Comme elle existe depuis soixante ans, dans la même maison, l'on traiterait pour le tout.

Il y a en outre, attaché à la pharmacie, un établissement d'eaux minérales factices et de bains de vapeurs.

S'adresser directement audit Moulion, qui traitera de suite.

(5895) A vendre de suite pour cause de cessation de commerce. — Fonds de chapellerie bien achalandé, situé dans le plus beau quartier de St-Etienne. S'adresser à M^{me} veuve Buffet, marchand de sel, quai de la Pêcherie, n° 15.

(5891) A vendre. — Une machine pour apprêter les rubans, en très-bon état. S'adresser chez M. le Caillot, rue du Commerce, n° 20.

(5893) A vendre. — Un coffre-fort en fer, tout neuf. S'adresse chez M. Ast, rue de l'Enfant-qui-pisse, n° 4.

(5892) A vendre. — Un beau poêle de faïence, deux quinquets réflecteurs, une grande armoire antique. S'adresser au magasin de papiers peints, place de la Platière, n° 12, au premier.

(3895-53) SERVICE RÉGULIER DES PAQUEBOTS

ENTRE LA FRANCE ET LE MEXIQUE.

La nouvelle Compagnie chargée de l'entreprise des paquebots de Bordeaux au Mexique continuera son service par l'expédition qui s'effectuera le 1^{er} novembre fixe, du trois mâts *l'Antigone*, paquebot n° 8, capitaine ****, cloué, chevillé et doublé en cuivre. Ce bâtiment, reconnu d'une marche supérieure et ayant des emménagements vastes et commodes, offre aux passagers tous les agréments et la sécurité qu'ils peuvent désirer dans ces traversées.

Ce départ sera suivi par celui d'un autre paquebot qui aura lieu le 1^{er} décembre, et ainsi de suite, de manière que le premier de chaque mois un paquebot soit expédié de Bordeaux pour la Vera-Cruz, et vice versa, conformément aux engagements pris avec le gouvernement.

La Compagnie nouvelle fera tous ses efforts pour que les chargements et les passagers puissent être complètement satisfaits. Les noms des cinq autres paquebots et l'ordre du service seront indiqués plus tard d'une manière régulière.

Le départ des capitaines des paquebots étant irrévocablement fixé pour le premier jour de chaque mois, les chargements sont prévus qu'on ne recevra les marchandises à bord que jusqu'au 26, afin que les expéditions ne puissent être retardées, et que le navire puisse dériver avant le 30.

S'adresser, pour les conditions, à MM. Balguerie et Co, à Bordeaux, et à MM. H. C. Platzmann et fils, à Lyon.

SPECTACLE DU 11 OCTOBRE.

GRAND-THÉÂTRE PROVISOIRE.

LA PIERRE VOLEUSE, opéra. — LES DEUX MÉNAGES, comédie.

BOURSE DU 6.

Cinq p. 0/10 cons. jous. du 22 mars 1830. 96f 70 80 70 50.
Trois p. 0/10, jous. du 22 juin 1830. 66f 40 35 10 5.
Actions de la banque de France, jouissance de janvier 1830. 1700f 1705.

Rentes de Naples.

Certific. Falconnet de 25 ducats, change variable, jous. de juillet 1830. 65f 15 10 64f 85 25.
Empr. royal d'Espagne, 1823. jous. de janvier 1830. 49f 112 118.
Rente perpét. d'Esp. 5 p. 0/10, jous. de jan. 1830. 38f 574 112 114 38f.
Rente d'Espagne, 5 p. 0/10 Cer. Franç. jous. demai.
Empr. d'Haïti, rembours. par 25ème, jous. de juillet 1828.

J. MORIN, Rédacteur-Gérant.

Lyon, imprimerie de Brunet, grande rue Mercière, n° 44.